

Comité Local (CSAL Aude)

26 janvier 2023

DECLARATION Liminaire

Monsieur le Président,

Comme chaque année, en janvier les agents des finances ont la joie d'apprendre les suppressions de leurs emplois avec un premier Comité pour les présenter et ainsi bien commencer la nouvelle année.

Cette année ce sera 4 suppressions d'emploi nettes contre déjà 4 l'année dernière. **Pourquoi 4 l'année dernière et 4 cette année et 9 l'année précédente et 17 encore celle d'avant ?** On ne sait pas, c'est cela le pouvoir des princes. Mais peut-être en saurons nous plus à l'issue de cette convocation.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois de l'État, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en termes de suppressions d'emplois... 850 suppressions d'emplois nettes au total pour toute la France. Mais les directions territoriales, c'est à dire les DDFIP et DRFIP connaissent une **PURGE** de : - 1 352 EMPLOIS. Et les catégories B et C respectivement de : moins 334 et moins 955 !!

Soit 22756 ETP (équivalents temps plein) depuis l'année 2012 et près de 30000 en 15 ans !! Ainsi les gouvernements peuvent sans doute, par exemple, créer des emplois nets dans l'armée, dans la police, la gendarmerie comme au budget 2023 de ce gouvernement avec un record pour la Loi de programmation militaire et un doublement en trois lois dont s'enorgueillit le président Macron.

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité jusqu'à en perdre leur santé dont les indicateurs, les vôtres, sont catastrophiques en la matière. **Mais non satisfait d'en abuser, vous nous « remerciez »** en détériorant nos conditions de travail, en détruisant nos droits et garanties, en restreignant nos droits à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en bloquant les salaires en de ça de l'inflation, en diminuant les promotions, et ce malgré le recul insuffisant que les grévistes et ceux qui résistent vous ont imposé à l'automne 2021 avec la signature d'un accord sur qqs primes, abondamment de promotion et enveloppe pour le cadre de vie au travail.

Comme l'année dernière donc, vous supprimez des emplois alors que les charges augmentent : nouveaux dispositifs comme le PAS (avec de nouveaux problèmes y compris dans les avis non résolus, de nouvelles incompréhensions des contribuables), nouvelles désorganisations (faites par exemple le calcul ETP des heures perdues en réunion pour l'antenne SIE de Limoux), nouvelles listes à traiter, nouveaux outils et nouvelles missions nationales comme le support des SIP aux CDC, les numéros nationaux au pied levé, population qui augmente, comme le nombre de foyers fiscaux, les personnes en difficulté, coups de téléphones, courriers, mails, etc.

Pas un service où ce ne soit la course. Des services sont coulés, ne répondent plus au téléphone.

Rien n'y fait, le couperet est donc tombé pour 2023, vous avez fait tourner la « moulinette » selon vos anciennes expressions de direction et toujours dans le secret le plus total, et c'est 4 suppressions d'emploi nettes car une fois de plus les suppressions touchent d'abord les cadres B et C :

+1 AFIPA : direction !!!, + 1 IP : direction / division des professionnels
- 1 IDIVCN : direction / division des professionnels, - 1 IDIVCN : direction/conseiller aux décideurs locaux, - 1 B : Centre de contact, - 1 B : SIE de Carcassonne, - 1 B : SGC de Carcassonne, - 1 C : Centre de contact, - 1 C : SIP de Carcassonne, 1 C : SIP de Narbonne.

Il y a également tous les redéploiements internes et bien sûr nous ne parlons pas des postes vacants. Les documents

montrent -1 par autofinancement et +1 pour renfort direction « fragile », les correctifs environnementaux et correctif charges et enjeux ayant disparu des documents, nous aurons bien évidemment des questions.

Personne n'est oublié par cette moulinette surtout, si on rajoute ceux de l'année dernière : -1C en direction ; -1B à l'EDR ; -1B au SPFE Carca ; -1B à la Trésorerie Hospitalière de Carca ; -1B au PCRP résidence Carca ; **année 2021** : -3C, -2B, -1A, -1Géo, -1idivHC, -1idivCN : 5 suppressions au CDC, 1 Géo PTGC Carca, 1 A PCE, 1 idiv Spf Narbonne, 1 idiv Carca SIP. **Année encore précédente** : 4 suppressions d'emploi : Direction, EDR, PCE, SIE Narbonne. **Année précédente** : SIP, SIE Carca et Limoux, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, agglo), **Année précédente** : SIP, SIE, PTGC, Trésoreries (locales, Pairie, agglo), Direction **Année précédente** : SIP, SIE, SPF, PCEV, PCR, Trésoreries, EDR, Direction, service commun.

Le tout avec du matériel d'un autre âge, des applications des années 70, des indisponibilités ou ralentissements applicatifs désormais hebdomadaires, cela est une nouvelle avancée très concrète, l'obligation d'ouvrir à la fois sous internet et sous Mozilla les applicatifs métiers, on en est toujours là..., des sommets de débilite, des chefs de service qui essaient de réorganiser, réaffecter sans cesse les tâches et les moyens humains pour trouver des solutions illusoire ou finalement qui renoncent, des chefs de service ou adjoints qui durcissent et dérapent sur les droits des agents, n'arrivent pas à organiser le travail en surplus tandis que le télétravail s'est généralisé...

Dans ce contexte nous sommes encore très surpris que vous choisissiez de créer des cadres très supérieurs, dont le coût salarial, dont nous parle pourtant le gouvernement, est pourtant beaucoup plus élevé.

Nous vous faisons donc la contre-proposition, et qui est simple et facile à mettre en œuvre : premièrement, refuser de choisir les suppressions d'emploi, faites remonter que suite au Comité il n'est pas possible de choisir des services où supprimer, envoyez un courrier en ce sens à la DG à la suite de ce Comité emploi ;

deuxièmement, si le DG n'accepte pas, **dites-lui qu'à la place,** si le DG ou le ministre refusent toujours zéro suppression, **vous proposez la suppression d'un poste d'administrateur ou la non création prévue au 01/09/2023 : on vous laisse le choix du poste d'administrateur à supprimer, nous pouvons aussi en discuter.**

Ainsi du point de vue du dogme des économies budgétaires, que nous contestons, mais chères au DG et au gouvernement, le poste d'administrateur équivalait à environ 4 postes d'agents de l'Aude supprimés nationalement.

Vous avez également mis à l'ordre du jour les ponts dit naturels 2023, **notre syndicat proposera comme toujours la seule option qui puisse satisfaire tous les collègues.**

Ce comité local se tient en deuxième convocation après le boycott du premier. Nous vous avons fait parvenir trois questions diverses car de notre point de vue elles demandent des données et une préparation soutenue des réponses et nous en aurons finalement en tout 13 questions diverses. Autant vous dire que convoquer un Comité sur une demi-journée est insuffisant à l'exercice d'une soi-disant démocratie administrative.

Enfin le contexte est celui d'un affrontement de classe pour le droit à retraite après une vie de travail et contre les profits d'une oligarchie financière. Désormais à la DDFIP 11, pas une année où ne nous ne voyons pas des collègues mourir au travail de maladies ou suicides parfois même plusieurs collègues dans l'année.

Nous n'avons donc qu'une réponse à toutes ces attaques et dégradations de nos vies, la mobilisation ! Cela dépend de nous !

Les élus de la CGT Finances Publiques Aude. **N'hésitez pas, contactez les collègues de la CGT Finances Publiques 11 ;** Mèl : cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr;